

RAPPORT FINANCIER 2023



UNION BANCAIRE PRIVÉE

Comptes
annuels
consolidés
2023

CHIFFRES CLÉS DU GROUPE

	2023 en millions de CHF	2022 en millions de CHF	Variation en millions de CHF	Variation en %
Bénéfice net	223,8	210,4	13,4	6,4%
Résultat opérationnel	269,2	241,2	28,0	11,6%
Fonds sous gestion (en milliards de CHF)	140,0	140,4	(0,4)	(0,3%)
Total des produits d'exploitation	1'226,9	1'213,3	13,6	1,1%
Résultat des opérations d'intérêts	401,2	320,1	81,1	25,3%
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	709,9	764,9	(55,0)	(7,2%)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	107,2	121,1	(13,9)	(11,5%)
Total des charges d'exploitation	832,8	826,6	6,2	0,8%
Charges de personnel	606,5	610,1	(3,6)	(0,6%)
Autres charges d'exploitation	226,4	216,5	9,9	4,6%
Amortissements, correctifs de valeur, provisions et pertes	124,9	145,5	(20,6)	(14,2%)
Total bilan	37'395,9	38'761,3	(1'365,4)	(3,5%)
Fonds propres	2'654,6	2'571,5	83,1	3,2%
Capital social	300,0	300,0	-	-
Réserve issue du capital	867,3	867,3	-	-
Réserve issue du bénéfice	1'041,4	963,2	78,2	8,1%
Réserves pour risques bancaires généraux	221,5	230,4	(8,9)	(3,9%)
Effectif du personnel (au 31 décembre en ETP)	2'094	1'960	134,0	6,8%
Bénéfice net par collaborateur (en milliers de CHF)	106,9	107,3	(0,4)	(0,4%)
Ratio Charges d'exploitation/Revenus d'exploitation	67,9%	68,1%	-	-
Ratio Charges d'exploitation après amortissements/Revenus d'exploitation	77,8%	79,3%	-	-
Rendement des fonds propres (ROE)	8,7%	8,5%	-	-
Ratio Fonds propres/Total du bilan	7,1%	6,6%	-	-
Ratio de fonds propres Tier 1	28,9%	26,7%	-	-
Ratio de liquidités à court terme (LCR)	313,9%	304,6%	-	-
Ratio de levier (LERA)	6,2%	5,6%	-	-
Ratio de financement (NSFR)	187,1%	194,2%	-	-

Bilan consolidé au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Actifs		
Liquidités	1'340'560	1'553'557
Créances sur les banques	2'449'055	3'476'661
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1'016'373	1'777'545
Créances sur la clientèle	7'382'106	8'389'859
Créances hypothécaires	2'084'346	2'351'902
Opérations de négoce	6'585	191'619
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1'086'773	1'374'951
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	900'965	1'318'047
Immobilisations financières	20'139'603	17'513'156
Comptes de régularisation	286'839	205'706
Participations non consolidées	3'308	3'529
Immobilisations corporelles	304'511	309'471
Valeurs immatérielles	183'891	233'767
Autres actifs	211'016	61'574
Total des actifs	37'395'931	38'761'344
Total des créances subordonnées	-	-

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Passifs		
Engagements envers les banques	1'968'509	1'989'336
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	5'341'561	3'630'585
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	23'939'950	26'949'521
Engagements résultant d'opérations de négoce	-	25
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'440'987	1'413'056
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'117'354	1'362'784
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335'000	335'000
Comptes de régularisation	497'643	357'342
Autres passifs	63'484	113'124
Provisions	36'825	39'027
Total des fonds étrangers	34'741'313	36'189'800
Réserves pour risques bancaires généraux	221'513	230'413
Capital social	300'000	300'000
Réserve issue du capital	867'336	867'336
Réserve issue du bénéfice	1'041'446	963'152
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	490	267
Bénéfice du Groupe	223'833	210'376
dont part des intérêts minoritaires au bénéfice du Groupe	(113)	150
Total des fonds propres	2'654'618	2'571'544
Total des passifs	37'395'931	38'761'344
Total des engagements subordonnés	-	-

Opérations hors bilan consolidé au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Engagements conditionnels	462'617	621'779
Engagements irrévocables	517'813	678'723
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	710'242	746'745
Crédits par engagement (paiements différés)	155	1'412

Compte de résultat consolidé de l'exercice

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Produits et charges de l'activité bancaire ordinaire consolidée		
Résultat des opérations d'intérêts		
Produits des intérêts et des escomptes	1'248'289	482'161
Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières	344'713	146'733
Charges d'intérêts	(1'191'000)	(303'771)
Résultat brut des opérations d'intérêts	402'002	325'123
Variations des corrections de valeurs pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(817)	(5'000)
Résultat net des opérations d'intérêts	401'185	320'123
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		
Produits des commissions sur les titres et les opérations de placement	727'254	778'930
Produits des commissions sur les opérations de crédit	3'139	3'711
Produits des commissions sur les autres prestations de services	1'995	3'853
Charges de commissions	(22'536)	(21'619)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	709'852	764'875
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	107'191	121'114
Autres résultats ordinaires		
Résultats des aliénations d'immobilisations financières	1'715	2'326
Produits des participations	1'580	2'901
Résultats des immeubles	809	715
Autres produits ordinaires	4'595	1'284
Autres charges ordinaires	(22)	
Autres résultats ordinaires	8'677	7'226
Total des produits	1'226'905	1'213'338

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	(606'490)	(610'123)
Autres charges d'exploitation	(226'353)	(216'502)
Charges d'exploitation	(832'843)	(826'625)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	(122'041)	(136'000)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(2'827)	(9'474)
Résultat opérationnel	269'194	241'239
Produits extraordinaires	718	29'250
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	8'900	(15'039)
Impôts	(54'979)	(45'074)
Bénéfice du Groupe	223'833	210'376
dont part des intérêts minoritaires au bénéfice du Groupe	(113)	150

Présentation du tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers de CHF)

	2023		2022	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)				
Résultat de la période	223'833		210'376	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	122'041		136'000	
Provisions et autres corrections de valeur	2'827		9'474	
Comptes de régularisation actif		81'134		31'313
Comptes de régularisation passif	140'300		43'948	
Autres positions		4'352		29'781
Dividende de l'exercice précédent		132'000		132'000
Solde	271'515		206'704	
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres				
Capital-actions/capital-participations/capital de dotation, etc.	141			
Variations des réserves pour risques bancaires généraux		8'900	15'039	
Ecritures par les réserves				
Solde		8'759	15'039	
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles				
Participations	221		26'833	
Immeubles				15'722
Autres immobilisations corporelles		65'522		63'216
Valeurs immatérielles	5'731	8'090		75'881
Solde		67'660		127'986
Flux de fonds de l'activité bancaire				
Opérations à moyen et long terme (> 1 an)				
Engagements envers les banques				
Engagements résultant des dépôts de la clientèle				
Autres engagements		49'640	56'157	
Créances sur la clientèle		35'850		26'364
Créances hypothécaires	132'484			222'319
Immobilisations financières	179'785			4'064'523
Autres créances		149'443	433'441	

(en milliers de CHF)

	2023		2022	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Opérations à court terme				
Engagements envers les banques		20'828	1'380'078	
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	1'710'976			1'496'545
Engagements résultant de dépôts de la clientèle		3'009'570	461'853	
Engagements résultant d'opérations de négoce		25	25	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés		245'430	363'053	
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	27'932			931'856
Créances sur les banques	1'027'607			280'565
Créances résultant d'opérations de financement de titres	761'173			1'413'085
Créances sur la clientèle	1'178'675		2'170'457	
Créances hypothécaires				
Opérations de négoce	185'034		1'468'720	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	288'178			1'954'003
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	417'082		785'136	
Immobilisations financières		2'806'233		844'707
Etat des liquidités				
Liquidités	212'997		4'021'290	
Solde		195'096		93'757
Total	6'393'438	6'393'438	11'361'953	11'361'953

Présentation de l'état des capitaux propres

(en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital (poste négatif)	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2022	300'000	867'336	963'152	230'413	-	-	267	210'376	2'571'544
Affectation du résultat de l'exercice précédent			78'226				150	(78'376)	-
Différences de change			68				(68)		-
Aliénation de propres parts au capital							141		141
Dividendes et autres distributions							(132'000)		(132'000)
Autres dotations/prélèvement affectant les réserves pour risques bancaires généraux				(8'900)					(8'900)
Bénéfice/Perte (résultat de la période)							223'833		223'833
Capitaux propres au 31.12.2023	300'000	867'336	1'041'446	221'513	-	-	490	223'833	2'654'618

Annexe aux comptes annuels consolidés

Indication de la raison sociale, de la forme juridique et du siège du Groupe

L'Union Bancaire Privée, UBP SA est une société anonyme de droit suisse et son siège est à Genève.

Commentaires relatifs à l'activité

Pour les commentaires relatifs à l'activité du Groupe, se reporter au Rapport d'activités.

Acquisitions

En date du 25 mai 2023, l'Union Bancaire Privée, UBP SA a racheté Angel Japan Asset Management Limited, une société de conseil en investissement indépendante basée à Tokyo. Cette transaction totalise un transfert d'avoirs administrés de CHF 0,9 milliard.

Principes comptables et principes d'évaluation

Principes de base

Les principes comptables, d'évaluation et de présentation appliqués aux comptes de groupe et au bouclage individuel sont conformes aux exigences de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à son ordonnance d'exécution, à l'ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur l'établissement et la présentation des comptes ainsi qu'à la circulaire FINMA 2020/1.

Les comptes consolidés donnent une image fidèle de l'état de la fortune, de la situation financière et des résultats du Groupe Union Bancaire Privée.

Les principales méthodes comptables utilisées de manière constante pour la détermination de l'état de fortune sociale et des résultats sont les suivantes:

Participations consolidées

Les participations supérieures à 50% du capital social font l'objet d'une consolidation intégrale, dès lors que la Banque les contrôle, c'est-à-dire qu'elle dispose du pouvoir de diriger leurs politiques financières et opérationnelles afin d'obtenir des avantages de leurs activités. Les actifs et les passifs, de même que les charges et les produits, sont intégrés dans leur totalité (100%). La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et dans le bénéfice net est indiquée séparément dans le bilan et le compte de résultat consolidés.

Les participations de 20% à 50% sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence («equity method»). Leurs bénéfices nets et leurs patrimoines nets sont ainsi saisis dans les comptes consolidés proportionnellement au pourcentage détenu par le Groupe.

Les participations peu importantes et les participations inférieures à 20% sont comptabilisées dans les participations non consolidées à leur prix d'achat, déduction faite des amortissements appropriés.

Elimination des relations internes du Groupe

Tous les postes du bilan et du compte de résultat (y compris les opérations hors bilan) qui proviennent de relations d'affaires entre les sociétés du Groupe ont été éliminés des comptes consolidés.

Comptabilisation des opérations

Les opérations sont enregistrées et évaluées conformément aux principes généralement admis et sont, dans la règle, portées au bilan à la date du règlement, respectivement à la date de conclusion pour les opérations du trafic des paiements et sur titres au comptant.

Délimitation dans le temps

Les produits et les charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus ou qu'ils sont engagés, et enregistrés dans les comptes de la période concernée, et non lors de leur encaissement ou de leur paiement.

Conversion de monnaies étrangères

Les bilans des sociétés du Groupe, établis en monnaies étrangères, sont convertis en francs suisses aux cours de change effectifs à la date du bilan, à l'exception des fonds propres, qui sont convertis aux cours historiques. Pour les comptes de résultat, des cours annuels moyens sont appliqués. Les écarts résultant de cours de conversion divergents figurent dans les fonds propres en tant que part des réserves issues du bénéfice.

Dans les comptes individuels des sociétés du Groupe, les actifs et les engagements libellés en monnaies étrangères sont convertis en monnaie locale aux cours de change effectifs à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux cours de change en vigueur au moment de leur comptabilisation, aux cours de change pratiqués à la fin de chaque mois, ou aux cours de couverture si le risque de change a été couvert.

Cours des principales monnaies étrangères contre le CHF:

	Cours moyens			
	31.12.2023	31.12.2022	2023	2022
USD	0,84165	0,92520	0,89621	0,93698
GBP	1,07294	1,11292	1,11780	1,17285
EUR	0,92973	0,98742	0,97007	1,03493

Liquidités, créances sur les banques, créances sur la clientèle

L'évaluation de ces postes s'effectue à leur valeur nominale. Les risques connus et prévisibles font l'objet de corrections de valeurs individuelles, imputées directement aux postes correspondants de l'actif du bilan.

Opérations de financement de titres

Le Groupe effectue des opérations de prise/mise en pension de titres dans le cadre de la gestion de la trésorerie («repo» et «reverse repo») ainsi que des opérations de prêt/d'emprunt de titres pour le compte de la clientèle.

Les échanges de liquidités ainsi que les intérêts courus sont enregistrés au bilan à la valeur nominale. Une écriture au bilan a uniquement lieu pour les titres dont la partie cédante transfère également économiquement le pouvoir de décision. Lors d'opérations de prêt, respectivement d'emprunt, de titres, les transactions dans lesquelles le Groupe agit en qualité de principal sont portées au bilan, celles effectuées pour le compte de la clientèle, en tant qu'agent, sont traitées selon les règles relatives aux opérations fiduciaires.

Opérations de négoce, engagements résultant d'opérations de négoce

Les portefeuilles destinés au négoce sont évalués aux prix du marché à la date du bilan. Ils incluent les positions qui ne sont pas acquises dans un but d'investissement à long terme, ni dans le but de couvrir les souscriptions par la clientèle des certificats sur titres émis par la Banque; les bénéfices ou pertes réalisé(e)s ou non réalisé(e)s apparaissent au compte résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur. Les titres qui ne sont pas négociés régulièrement sont comptabilisés au prix d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires (principe de la valeur la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est crédité au résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur. Les coûts de refinancement sont débités, au taux de marché, du résultat des opérations de négoce et crédités au produit des intérêts et des escomptes.

Autres instruments financiers évalués à la juste valeur et engagements résultant d'instruments financiers évalués à la juste valeur

Le Groupe permet à ses clients de souscrire à des certificats correspondant principalement à des parts de paniers d'actions et des obligations.

Le montant des souscriptions aux certificats par les clients figure au passif du bilan sous la rubrique «Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur». Les montants correspondant aux actifs financiers sous-jacents figurent à l'actif du bilan sous la rubrique «Autres instruments financiers évalués à la juste valeur».

La différence entre le montant des souscriptions des clients, au passif, et les positions en couverture des certificats sur titres émis à l'actif est essentiellement due à une composante «cash», qui n'est pas encore investie, comptabilisée dans les liquidités à l'actif du bilan, ou aux positions couvertes par des dérivés.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les positions de titres détenues à long terme, les positions métaux précieux et les immeubles repris dans le cadre des opérations de crédit et destinés à la revente. Les titres de créance, à revenu fixe ou à taux flottant, sont en principe conservés jusqu'à l'échéance. Les titres de participation et les immeubles sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse, soit au prix d'acquisition ou au prix du marché. Pour les titres de créance, la différence entre la valeur nominale et la valeur d'acquisition est répartie sur la durée résiduelle et inscrite sous «Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières»; les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération. Les métaux précieux sont évalués au prix de marché à la date du bilan. Ils servent notamment de couverture aux avoirs de clients en comptes métaux.

Participations non consolidées

Les participations peu importantes et les participations inférieures à 20% sont comptabilisées dans les participations non consolidées à leur prix d'achat, déduction faite des amortissements appropriés.

Immobilisations corporelles

Les immeubles, équipements, installations et logiciels achetés ainsi que les honoraires de tiers relatifs aux logiciels en développement sont amortis sur une période évaluée selon des critères économiques d'exploitation. Une estimation périodique est effectuée pour déceler les cas éventuels de dévalorisation significative.

Les immeubles et autres immobilisations corporelles sont amortis de façon linéaire pendant leur durée d'utilisation estimée comme suit:

- immeubles 40 à 67 ans
- aménagements et installations 8 ans
- matériel informatique, logiciels et télécoms 3 à 10 ans

Valeurs immatérielles

Si, lors de l'acquisition d'une entreprise ou d'un portefeuille de clients, les coûts d'acquisition sont plus élevés que les actifs nets repris, la différence qui en découle constitue le goodwill acquis. Le goodwill est porté à l'actif du bilan et amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée. Un test de dépréciation est effectué à chaque date de bilan afin de déterminer la valeur recouvrable. Si cette dernière est inférieure à la valeur comptable, une correction de valeur est comptabilisée. Compte tenu de la capacité du Groupe à maintenir la valeur des actifs acquis, capacité démontrée au fil des diverses acquisitions opérées dans le passé, la durée d'utilisation estimée est de 10 ans.

Provisions

Une provision est constituée dès lors qu'un engagement probable fondé sur un événement passé dont le montant et/ou l'échéance sont incertains est estimable de manière fiable.

Impôts sur le bénéfice

Les impôts courants sur le bénéfice sont calculés sur la base des législations fiscales en vigueur dans les pays respectifs et inscrits en charge pour la période comptable durant laquelle le bénéfice imposable est généré. Ils sont inscrits au passif du bilan sous «Comptes de régularisation».

Les effets fiscaux résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique «Provisions» au passif du bilan. Les différences temporaires constatées correspondent essentiellement à la réserve pour risques bancaires généraux. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt attendus.

Institutions de prévoyance en faveur du personnel

Le Groupe dispose en Suisse et à l'étranger de plusieurs institutions de prévoyance en faveur du personnel, comprenant essentiellement des plans orientés vers la primauté des cotisations. Les cotisations ajustées à la période sont présentées comme frais de personnel dans le compte de résultat. Les ajustements actifs ou passifs correspondants et les créances et engagements qui résultent de bases légales, réglementaires ou contractuelles le sont au bilan. Un examen annuel est effectué afin de déterminer s'il existe dans le plan de prévoyance un avantage économique (excédent) ou un engagement économique (déficit) du point de vue de la Banque. La base est constituée par les contrats, les comptes annuels des institutions de prévoyance établies en Suisse conformément à la Swiss GAAP RPC 26, et d'autres calculs présentant la situation financière, l'excédent de couverture ou le découvert existant par plan de prévoyance conformément aux circonstances réelles.

Un avantage économique n'est enregistré dans les comptes de la Banque que s'il est licite et qu'il est envisagé d'utiliser cet excédent pour réduire les cotisations de l'employeur, de les rembourser ou de les utiliser en dehors des prestations réglementaires. En cas de déficit, une provision n'est constituée que dans la mesure où la Banque veut ou doit participer à son financement. L'inscription dans le compte de résultat d'un avantage et/ou d'un engagement économique s'effectue sous la rubrique «Charges de personnel». Au niveau du bilan, l'avantage figure sous le poste «Autres actifs» alors qu'un engagement est reconnu sous la rubrique «Provisions».

Réserves pour risques bancaires généraux

Les prescriptions comptables pour les banques autorisent expressément la constitution d'une réserve pour risques bancaires généraux, par ailleurs assimilable à des fonds propres.

Instruments dérivés et leur valeur de remplacement

Les instruments dérivés regroupent les options, les futures et les swaps sur actions, indices d'actions, devises, matières premières et taux d'intérêt, les FRA, ainsi que les positions à terme sur devises, titres et matières premières. Les instruments dérivés sont évalués à la valeur du marché («marked-to-market»). Pour les positions de négoce et de l'option de la juste valeur, les bénéfices et pertes réalisés ou non réalisés apparaissent au compte résultat des opérations de négoce. Les opérations de couverture utilisées dans le cadre de la gestion du risque de taux et de devises sont évaluées selon les règles applicables à la transaction de base couverte et sont enregistrées au compte de résultat de manière analogue. Lors d'une vente anticipée d'un instrument de couverture de taux évalué selon le principe des intérêts courus, le résultat réalisé est différé et comptabilisé au compte de résultat sur la durée initiale de l'instrument vendu. Lorsque l'impact des opérations de couverture est supérieur à celui des positions couvertes, la fraction excédentaire est assimilée à une opération de négoce. Les valeurs de remplacement positives et négatives des opérations pour compte propre sont comptabilisées dans les rubriques ad hoc à l'actif, respectivement au passif du bilan, de même que celles résultant d'opérations de commission portant sur des contrats traités hors bourse.

Externalisation

Pour les activités déployées par ses succursales de Singapour et Hong Kong, la Banque externalise la gestion, le développement et l'entretien de son logiciel bancaire, ainsi que ses activités de back office, à la société Azqore (Switzerland) SA.

La Banque a confié le développement ainsi que la maintenance d'une part importante des applications à IBM.

Les services externalisés font l'objet d'un contrat de prestation de services détaillé et sont contrôlés au travers d'évaluations fréquentes en termes de qualité et de résultats.

Organe de révision

L'organe de révision du Groupe est Ernst & Young SA depuis 1990, Raphaël Thürler agissant en qualité de Réviseur responsable depuis 2019.

Gestion globale des risques

Principes généraux

Le mandat de gestion des risques défini par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, et le Comité Exécutif, est codifié dans le «Bank Risk Policy & Risk Governance Framework» et le «Bank's Liquidity Risk Tolerance & Risk Appetite Framework», ainsi que matérialisé par des directives et procédures internes, dans le but d'assurer l'identification, la mesure et la gestion des risques inhérents aux activités du Groupe, tant pour le bénéfice des clients que pour celui des actionnaires. Le Groupe maintient ainsi un niveau qualitatif élevé quant aux ressources humaines et aux systèmes et infrastructures informatiques, tout comme il veille à la promotion d'une culture en matière de gestion des risques. Cette approche de gestion des risques dûment intégrée et empreinte de rigueur est la clé de notre réussite, l'objectif étant d'assurer un processus de gestion des risques fiable.

Ce processus est fondé sur des directives exhaustives et détaillées, ainsi que sur des systèmes performants de gestion de l'information destinés à surveiller, contrôler et rendre compte de tous les risques significatifs. Pour assurer une prise de risque prudente et mesurée qui reflète notre stratégie commerciale, nous appliquons un cadre de gestion des risques conservateur à nos activités et à leur planification. Du point de vue organisationnel et structurel, la responsabilité du Groupe en matière de gestion et de contrôle des risques s'exerce à trois niveaux:

- une définition et une supervision stratégiques, par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, de la politique générale en matière de risque, ainsi que de la détermination des stratégies de gestion des risques (vision des risques, propension à la prise de risque, et standard de contrôle des risques);
- une gestion et une supervision opérationnelles exercées par le Comité Exécutif et le Comité des Risques (formulation et mise en œuvre de stratégies de gestion des risques); et enfin
- un contrôle des risques, principalement exercé par l'unité indépendante de contrôle des risques («Risk Management»), ainsi que par le Département Compliance et l'unité de Contrôle Risque Crédit.

Le contrôle du risque est effectué au sein des divers secteurs d'activité du Groupe – englobant les divisions Treasury & Trading, Wealth Management, Asset Management et COO – de la manière suivante:

- a) supervision indépendante du risque, élaboration de systèmes d'alerte de risque et scénarios de crise;
- b) gouvernance et vision du risque;
- c) identification, évaluation et reporting quotidien «Daily Risk Snapshot» du profil de risque consolidé de la Banque en relation avec la tolérance au risque définie par le Comité des Risques du Conseil – soit le risque de marché, de liquidité, de crédit et opérationnel – à l'intention des membres du Comité des Risques, et mensuellement à l'intention du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif pour analyse et revue;
- d) contrôle du processus d'investissement («investment suitability») au sein du Wealth Management et de l'Asset Management, mesure de performance/analyse de portefeuille, évaluation des risques opérationnels;
- e) sélection de systèmes de gestion du risque/conception et entretien; et

- f) évaluation du risque de produits dérivés/structurés, de nouveaux produits et de nouvelles activités en développement.

Risque de marché

La gestion des risques de marché inhérents au négoce et aux activités de trésorerie est effectuée selon le cadre défini dans le manuel «Market-Risk Manual», complété par les annexes «Stress Scenario Analysis» et «Market Risk Limits» selon une structure de limites intégrées, à plusieurs niveaux, comme suit:

- Positions (valeur de marché/évaluation «intra-day»);
- Sensibilité (duration, delta, gamma, vega);
- «Value at risk» (VaR);
- Pertes maximums («stop loss»); et
- Engagement sur le marché primaire/limites par émetteur et par pays.

Cette gestion est complétée par l'analyse de simulation («stress scenario»), la mesure de la performance ajustée aux risques («RAPM»), ainsi que des tests VaR rétroactifs («VaR backtesting»).

Les rapports quotidiens consolidés en matière d'exposition au risque de marché, de «stress value at risk» et de RAPM sont générés par le Risk Management à l'intention du Comité des Risques et des départements concernés, et ils sont soumis mensuellement au Comité des Risques du Conseil et au Comité Exécutif pour analyse et revue.

Une analyse consolidée de simulation de «stress scenario» est également soumise au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés. Cette analyse prend en compte une réévaluation complète des positions (linéaires et non linéaires), en se référant aux pires événements historiques observés sur les marchés financiers et leur liquidité (par exemple le krach boursier de 1987, la crise du SME en 1992, la crise des taux en 1994, et la crise mondiale de 2008), tels que définis dans le manuel interne de «stress scenario» pour le risque de marché.

Quant au calcul des exigences de fonds propres, la Banque utilise l'approche standard pour la couverture du risque de marché du portefeuille de négoce.

Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille de la Banque

Concernant la gestion du bilan (Asset-Liability Management - ALM), la Banque a une approche centralisée, selon une structure à trois niveaux:

- 1) Comité des Risques du Conseil, et Comité Exécutif;
- 2) Asset & Liability Committee (ALCO); et
- 3) Desk de Trésorerie.

L'ALCO a la responsabilité de la gestion du bilan selon la politique et le cadre général ALM établis par le Comité des Risques du Conseil et le Comité Exécutif, et se réunit mensuellement, ou plus fréquemment si nécessaire. Le rôle de l'ALCO est principalement stratégique, avec une vision à moyen et à long terme du portefeuille de la Banque (ALM) alors que la gestion quotidienne du bilan est réalisée par le Desk de Trésorerie.

La gestion du risque du bilan est effectuée selon le cadre défini dans le manuel «ALM Risk Policy & Procedures Manual», complété par diverses annexes telles que, par exemple, les annexes «Liquidity Risk Manual», «Liquidity Contingency

Funding Plan», «Funds Transfer Pricing», «ALM and Capital Management Policy for Local Entities» et «ALCO Risk Limits», selon une structure de limites intégrées, à plusieurs niveaux, comme suit:

- Liquidité «stress scenario - high crisis»;
- Sensibilité au changement de taux d'intérêt (+/-100 pb) pour la valeur économique et la valeur de rendement;
- «Value at risk» (VaR);
- Engagement par émetteurs et contreparties.

Ces limites sont complétées par l'analyse de simulation de «stress scenario» mensuel ALM ainsi qu'une simulation d'impact sur le résultat annuel net d'intérêt (par exemple, changement de taux d'intérêt de +/-100 pb, +/-200 pb, et «global tightening» de 1994).

Des rapports spécifiques quotidiens, ainsi que mensuels consolidés, en matière d'exposition aux risques de taux d'intérêt sur le bilan (ALM) et de risques de liquidité «stress» sont générés par l'unité Risk Management pour analyse et décision par l'échelon supérieur de Direction du Groupe. Une analyse consolidée du risque ALM du bilan ainsi que du risque de liquidité «stress» est soumise mensuellement au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés.

Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille de la Banque est principalement influencé par les prêts aux clients, le portefeuille d'investissements et les comptes courants créditeurs des clients. Pour ces derniers, les hypothèses retenues pour déterminer l'impact de scénarios de hausse et de baisse de taux d'intérêt se déclinent comme suit: 37,5% de la masse des comptes courants créditeurs des clients est considérée avec une échéance à 6 mois, 37,5% avec une échéance à 1 an, 20% avec une échéance à 5 ans, et 5% avec une échéance à 10 ans. L'hypothèse retenue pour le capital (net des valeurs immatérielles et des immeubles) est une échéance de 5 ans. La Banque recourt de façon substantielle à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque de taux.

Au 31 décembre 2023, l'exposition du Groupe aux risques de taux d'intérêt (ALM), selon un scénario d'évolution des taux d'intérêt de +100 pb, s'élevait à CHF +15,6 millions s'agissant de la valeur économique et à CHF +3,3 millions concernant la valeur de rendement.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes dû au non-respect, de la part d'une contrepartie, de ses obligations contractuelles de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le Groupe dispose, au travers de diverses directives et procédures, d'un concept élaboré de gestion des risques de contreparties, de règlement et de risques-pays, avec une analyse consolidée soumise mensuellement au Comité des Risques du Conseil, au Comité Exécutif, au Comité des Risques et aux départements concernés.

Risque de crédit envers la clientèle

La gestion du risque de crédit envers la clientèle est effectuée selon le cadre défini dans la directive «Group Credit Policy», laquelle est complétée par diverses directives et procédures y relatives.

Les crédits consentis à la clientèle privée sont en principe couverts par des actifs dûment nantis (crédits lombards). Ces risques de crédit peuvent comprendre les prêts et avances en compte courant ainsi que les risques découlant de garanties et de transactions sur les dérivés sur changes, titres et autres instruments financiers.

Les portefeuilles nantis font l'objet d'une analyse individuelle par la cellule Contrôle Risque Crédit, et un taux d'avance est assigné à chaque position en fonction du type d'instrument, du rating éventuel, de la liquidité ainsi que de la diversification des investissements. Les actifs sont évalués quotidiennement au prix du marché. La surveillance et la gestion quotidienne des avances sont effectuées au travers de seuils de sécurité (appels de marges complémentaires et réalisation des gages).

Dans le cadre de son activité de gestion de patrimoine, le Groupe peut être amené à consentir des prêts hypothécaires ainsi que des avances couvertes partiellement ou entièrement par le nantissement de gages immobiliers. Pour ce type d'avance, une estimation du gage est systématiquement obtenue par un expert indépendant, et un taux d'avance prudent est retenu.

Il n'est pas dans la politique du Groupe d'octroyer des crédits commerciaux ou tout autre type de crédit non couvert par des actifs nantis et réalisables.

Compte tenu des marges requises en matière d'octroi de crédits lombards ainsi que des différents seuils de sécurité fixés, le risque de défaillance sur cette catégorie de crédit est faible. Pour les crédits octroyés en blanc ou sur la base d'actifs moins liquides, une avance sera considérée comme non performante dès lors que l'échéance d'un paiement (intérêts et/ou remboursement partiel ou total du prêt) est dépassée depuis plus de 90 jours. S'il est peu vraisemblable que le débiteur puisse faire face à ses obligations, la créance devient alors compromise. Dans ces situations, une provision spécifique sera constituée au cas par cas sur décision de la Direction Générale et/ou du Comité de crédit, et compte tenu d'une évaluation circonstanciée des éventuels gages. Les intérêts sont considérés comme étant en souffrance lorsque la limite de crédit accordée est dépassée depuis plus de 90 jours. Dès cet instant, ils ne sont plus crédités au compte de résultat.

Les opérations d'intérêts ne représentant pas plus du tiers des revenus de la Banque ni du Groupe, au sens des art. 25 al.1 let. b et c OEPC-FINMA, aucune correction de valeur pour risques inhérents de défaillance n'a été constituée.

Risque de crédit envers les contreparties professionnelles et risque-pays

La gestion du risque de contrepartie, du risque de règlement et du risque-pays est effectuée selon le cadre défini dans les manuels «Credit Risk Management (Counterparty & Settlement)» et «Country Risk Policy & Procedures Manual», lesquels sont complétés par diverses annexes telles que «Counterparty & Settlement Risk Limits», «Country Risk Limits», «Authorised Brokers List» et «Authorised Cash Correspondents & Custodians List».

Les risques de crédit envers les professionnels ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties dont la solvabilité est irréprochable. La gestion du risque de crédit de contrepartie et le monitoring des limites de risque y relatives sont effectués selon la méthode de valeur de marché utilisant les facteurs de

majoration réglementaire – sur la base de l'approche SA-CCR (Standardised Approach for Counterparty Credit Risk) – pour les opérations dérivés OTC. A noter que, pour ces opérations, des accords bilatéraux correspondants (ISDA, CSA avec «daily margining») sont en place avec les différentes contreparties. La délimitation du risque s'effectue moyennant un système de limites approprié et flexible, adapté aux catégories de produits et de contreparties ainsi qu'aux périodes de règlement. L'attribution des limites opérationnelles allouées aux expositions relatives au risque de crédit de contrepartie s'appuie sur un modèle dynamique basé sur les spreads CDS et les ratings, une approche matricielle combinant le «worst of» spread CDS 5 ans et le rating LT de la contrepartie mis en relation avec les fonds propres de cette dernière.

Les rapports quotidiens et mensuels consolidés en matière d'exposition aux risques de contrepartie sont générés par le Risk Management à l'intention du Comité des Risques et des départements concernés, et mensuellement à l'intention du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif.

La Banque utilise la méthode standard pour le calcul des exigences de fonds propres au titre du risque de crédit de contrepartie.

L'exposition du Groupe au risque-pays est calculée, suivie et rapportée par le Risk Management aux départements concernés et organes de Direction du Groupe, pour tous les produits, sur la base de l'équivalent-crédit. Les taux de provisionnement nécessaires sont dérivés des probabilités de défaut établies par Moody's, S&P et Fitch. L'attribution de limites de risque-pays s'appuie sur l'appétit pour le risque défini selon l'importance stratégique du pays dans le cadre de l'activité de crédit et du nostro, les ratings des agences de notation et l'évolution des spreads CDS.

La surveillance et la gestion continues des risques de contreparties et de pays pour les activités de marché et de trésorerie sont gérées de manière centralisée au moyen d'un système en temps réel.

Risque opérationnel

En matière de gestion et de surveillance du risque opérationnel, la Banque a mis en œuvre un dispositif de gestion de risque appliqué de façon cohérente à l'ensemble de ses entités et fonctions opérationnelles. Le dispositif de gestion de risque opérationnel se fonde sur les principes et éléments clés suivants, tels que codifiés dans le manuel «Operational Risk Manual», lequel est complété par diverses annexes telles que, par exemple, les annexes «New Business/Product Risk Assessment», «Change Risk Assessment», «Cyber Risk», «IT Risk», «Outsourcing Risk» «Conduct Risk», «Compliance Risk Policies» et «Managerial & Functional Controls Framework», et au travers de diverses directives et procédures:

- Formulation claire de la politique et des stratégies, et surveillance active du risque opérationnel, telles qu'élaborées par le Conseil d'administration, via le Comité des Risques du Conseil, et appliquées par le Comité Exécutif;
- Définition commune du risque opérationnel à tout le Groupe, englobant l'ensemble de la gamme des risques opérationnels ou des types d'incidents pouvant affecter significativement les activités du Groupe;

- Description claire de la hiérarchie des responsabilités en matière de risque opérationnel, du Comité des Risques du Conseil et du Comité Exécutif jusqu'aux responsables d'unités opérationnelles et aux fonctions de contrôle de risque (Risk Management, Compliance);
 - Définition détaillée des méthodologies en matière d'identification, d'évaluation, de suivi, de maîtrise et d'atténuation du risque opérationnel («risk event management, risk self-assessment, scenario analysis, change risk assessment, issue management and tracking, key risk indicators, comparative analysis, external event collection and analysis»);
 - Processus de reporting et de suivi réguliers des profils de risques opérationnels (cartographie des risques, indicateurs de risque) des entités et activités de la Banque, communication efficace et régulière à l'échelon supérieur de Direction du Groupe, ainsi qu'au Comité Exécutif, au Comité des Risques du Conseil et au Comité d'audit;
 - Plans de secours et de continuité d'exploitation pour garantir un fonctionnement sans interruption des activités de la Banque;
 - Procédure claire d'évaluation du risque opérationnel concernant le lancement ou l'exploitation de tous nouveaux produits, activités, processus et systèmes; et
 - Promotion d'une solide culture interne du risque opérationnel.
- Afin d'assurer une gestion dynamique et une surveillance efficace du risque opérationnel ainsi qu'une définition proactive des mesures à prendre en termes d'atténuation des risques, une structure organisationnelle à plusieurs niveaux a été mise en place:
- Comité des Risques du Conseil;
 - Comité d'audit;
 - Comité des Risques;
 - Unités de Contrôle (Départements Risk Management, Compliance et Juridique);
 - Audit Interne; et
 - Management des unités opérationnelles.

La priorité de la Banque est donc d'assurer la pérennité de sa culture de la gestion des risques à tous les échelons de l'entreprise en maintenant une indépendance et une efficacité de notre processus d'examen et de surveillance des risques. Cette approche permet de mieux informer ses lignes de services et leur responsable afin d'assurer une uniformité à l'échelle de la Banque, mais également de perfectionner sans cesse notre gestion des risques en fonction de l'évolution des activités.

La Banque utilise la méthode standard pour le calcul des exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel.

Risque de réputation

La réputation de la Banque est un de ses biens les plus précieux. La Banque met donc tout en œuvre pour ne pas voir sa réputation se détériorer. Elle veille en effet à la bonne gestion globale des risques telle que décrite plus haut, notamment s'agissant des risques de stratégie et des risques opérationnels.

Les règles de conduite et la culture d'entreprise de la Banque permettent ainsi de contribuer au respect et à la préservation de ses valeurs fondamentales.

Ce risque de détérioration de la réputation de la Banque peut entraîner des effets négatifs sur le développement de ses affaires et sur sa position sur le marché financier. Les effets potentiels peuvent engendrer la perte de revenus, des litiges, l'imposition

de sanctions par les autorités de régulation ou une surveillance accrue de leur part, ainsi que la perte de confiance ou une fidélité moins grande de la clientèle.

Notre forte volonté de protéger la réputation de la Banque nous permet également de renforcer nos valeurs et de développer nos affaires avec des tiers de qualité à travers le monde, mais aussi d'attirer et de conserver des employés de talent.

Ainsi, il convient notamment d'accorder une attention particulière aux transactions complexes, aux lancements de nouveaux produits, et aux initiatives visant à accéder à de nouveaux marchés.

Le Comité des Risques ainsi que le Comité Exécutif et le Comité des Risques du Conseil examinent ce risque de manière récurrente et attentive.

Risque réglementaire

La prolifération de nouvelles règles appliquées aux institutions bancaires à l'échelle mondiale – notamment celles à mettre en place pour assurer une bonne transparence des activités, le respect des règles internationales, la pertinence des investissements des clients par rapport à leur profil, la transparence fiscale et l'échange d'informations avec des pays tiers, la bonne exécution et la gestion des risques d'abus de marché – a eu pour corollaire un renforcement du cadre général des contrôles et de la Compliance de la Banque pour éviter le risque de non-conformité aux lois, règlements et circulaires.

La plupart des activités de la Banque exposent cette dernière à un risque juridique ou réglementaire. Des directives ont donc été mises en place pour chaque ligne de services de la Banque, incluant les points de contrôle, les règles à suivre et les responsabilités.

Le renforcement du cadre des contrôles, de la gestion de conformité et des compétences de la Banque permet ainsi d'identifier, d'évaluer, de gérer et de surveiller ce risque de manière adéquate, tout comme de respecter les normes strictes imposées par les régulateurs et les autres autorités.

La surveillance et la gestion indépendantes de ce risque par le Département Compliance permettent l'émission de directives, suivie par des formations à l'intention des collaborateurs, lesquelles ont été tant renouvelées qu'approfondies au regard des nouvelles exigences actuelles et à venir.

La mise en lumière des risques potentiels sous-jacents permet également au Département Compliance d'émettre des recommandations stratégiques et des mesures de réduction des risques pour la Banque.

Le Département Compliance transmet ainsi régulièrement aux différents Comités de la Banque des rapports sur la gestion du risque réglementaire, incluant les mesures à entreprendre pour sa bonne gestion et les démarches à effectuer pour assurer la conformité de la Banque dans l'exercice de ses activités.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2024 pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2023.

Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension*	1'016'373	1'777'545
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension*	5'341'561	3'630'585
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opérations de mise en pension	5'375'396	3'489'568
dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyée sans restriction	5'375'396	3'489'568
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que des titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyée sans restriction	1'075'835	1'802'391
dont titres remis à un tiers en garantie	80'594	
dont titres aliénés		

*Avant prise en compte d'éventuels contrats de netting

Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

(en milliers de CHF)

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture*	
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle		7'377'189	17'836	7'395'025
Créances hypothécaires	2'084'346			2'084'346
Immeubles d'habitation	1'516'691			1'516'691
Immeubles commerciaux	567'655			567'655
Immeubles artisanaux et industriels				-
Autres				-
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2023	2'084'346	7'377'189	17'836	9'479'371
Exercice 2022	2'351'902	8'281'682	112'552	10'746'136
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2023	2'084'346	7'364'270	17'836	9'466'452
Exercice 2022	2'351'902	8'277'307	112'552	10'741'761
Hors bilan				
Engagements conditionnels		462'617		462'617
Engagements irrévocables		517'813		517'813
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		710'242		710'242
Crédits par engagement (paiements différés)		155		155
Total hors bilan				
Exercice 2023	-	1'690'827	-	1'690'827
Exercice 2022	-	2'048'659	-	2'048'659
Créances compromises				
	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeur individuels
Exercice 2023	12'919		12'919	12'919
Exercice 2022	4'375		4'375	4'375

*Les créances sur la clientèle sans couverture comprennent un montant de CHF 0 million (2022: CHF 80 millions) de prêts accordés à des collectivités de droit public suisse (Ville, Canton).

Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Actifs		
Opérations de négoce	6'585	191'619
Titres de dette, papiers/opérations de marché monétaire		31'917
dont cotés		31'917
Titres de participation	6'585	159'702
Métaux précieux et matières premières		
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	900'965	1'318'047
Titres de participation	481'507	899'719
Titres de dette	419'458	418'328
Produits structurés		
Total des actifs	907'550	1'509'666
dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation		
dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités		
Engagements		
Opérations de négoce		
Titres de participation*	-	25
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Produits structurés (certificats)	1'117'354	1'362'784
Total des engagements	1'117'354	1'362'809

*Pour les positions courtes (comptabilisation selon le principe de la date de conclusion)

Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Instruments de taux						
Swaps	14'628	13'878	504'990	521'074	732'603	34'853'499
Futures		178	124'365			
Options (OTC)	2	747	186			
Options (traded)	1'902	4'153	2'459			
Devises/Métaux précieux						
Contrats à terme	230'389	171'515	28'086'232	116	116	7'981
Swaps combinés d'intérêts et de devises				246'566	446'843	15'811'670
Futures			50'266			
Options (OTC)	53'298	52'814	9'606'186			
Titres de participation/Indices						
Swaps						
Futures	2'634	2'062	557'949			
Options (traded)	16'165	16'078	8'393'683			
Autres						
Futures			16'656			
Options (OTC)						

Total avant prise en compte des contrats de netting						
Exercice 2023	319'018	261'425	47'342'972	767'756	1'179'562	50'673'150
Exercice 2022	366'261	496'510	45'452'089	1'008'691	916'545	33'795'264

Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
--	--

Total après prise en compte des contrats de netting						
Exercice 2023			958'984			1'287'167
Exercice 2022			1'285'684			1'296'363

Répartition selon les contreparties

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
	Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)		
Exercice 2023	268'715	341'272	348'997
Exercice 2022	269'478	524'257	491'949

Répartition des immobilisations financières

(en milliers de CHF)	Valeur comptable		Juste valeur	
	2023	2022	2023	2022
Titres de créances	19'091'236	16'548'392	19'078'531	16'085'727
dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	19'091'236	16'548'392	19'078'531	16'085'727
dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)				
Titres de participation	109'917	74'879	111'347	79'996
dont participations qualifiées*				
Métaux précieux	938'450	889'885	938'450	889'895
Immeubles				
Total	20'139'603	17'513'156	20'128'328	17'055'618
dont titres cotés admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	7'050'066	3'242'595		

*En cas de détention de 10% au moins du capital ou des voix.

Répartition des contreparties selon la notation*

Titres de créances

(en milliers de CHF)	Valeur comptable
De AAA à AA-	14'722'007
De A+ à A-	779'345
De BBB+ à BBB-	65'622
De BB+ à B-	23'664
Inférieur à B-	
Sans notation	3'500'598
Total	19'091'236

*La Banque utilise les classes de notations de S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des participations

(en milliers de CHF)

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements, différences de change	Amortissements	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence/reprise d'amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2023	Valeur de marché
Participations évaluées selon la mise en équivalence										
avec valeur boursière										
sans valeur boursière	482	-	530			(48)			482	
Autres participations										
avec valeur boursière										
sans valeur boursière	3'027		2'999			(173)			2'826	
Total des participations	3'509	-	3'529	-	-	(221)	-	-	3'308	-

Indication des entreprises dans lesquelles le Groupe détient une participation permanente significative, directe ou indirecte

Raison sociale et siège	Activités	Monnaie	Capital social (en milliers)	Part au capital (en %)	Part de voix (en %)	Détention directe (en %)	Détention indirecte (en %)
Participations consolidées par intégration globale							
UBP Asset Management (Bermuda) Ltd., Bermudes	Gestion de portefeuilles	USD	12	100%	100%	60%	40%
Union Bancaire Privée (Europe) S.A., Luxembourg	Banque de gestion	CHF	125'000	100%	100%	100%	
UBP Investments Co., Ltd., Japon	Gestion de portefeuilles	JPY	350'000	100%	100%	100%	
UBP Asset Management (Europe) S.A., Luxembourg	Gestion de portefeuilles	CHF	2'900	100%	100%	100%	
Nexam SA, Paris	Gestion de portefeuilles	EUR	2'307	100%	100%		100%
Union Bancaire Gestion Institutionnelle (France) SAS, Paris	Gestion de portefeuilles	EUR	3'125	100%	100%		100%
Union Bancaire Privée (Middle East) Ltd., Dubaï	Gestion de portefeuilles	USD	6'000	100%	100%	100%	
UBP Asset Management Asia Ltd., Hong Kong	Gestion de portefeuilles	HKD	77'900	100%	100%	100%	
UBP Finance (Bahamas) Ltd., Nassau	Société financière	CHF	50	100%	100%	100%	
UBP Asset Management Taiwan Ltd., Taipei	Gestion de portefeuilles	TWD	85'000	100%	100%	100%	
UBP Investment Management (Shanghai) Ltd., Chine	Gestion de portefeuilles	CNY	30'000	65%	65%	65%	
UBP Investment Advisors SA, Genève	Gestion de portefeuilles	CHF	1'000	100%	100%	100%	
UBP Private Fund Management (Hainan)	Gestion de portefeuilles	CNY	5'000	100%	100%	100%	
Angel Japan Asset Management Limited, Tokyo	Gestion de portefeuilles	JPY	10'000	100%	100%	100%	

Présentation des immobilisations corporelles

(en milliers de CHF)

			Exercice de référence					
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2023
Immeubles à l'usage de la Banque	326'278	(156'612)	169'666				(4'937)	164'729
Software acquis séparément ou développés à l'interne	332'326	(219'991)	112'335	53'648		(389)	(57'019)	108'575
Autres immobilisations corporelles	64'807	(37'337)	27'470	11'874		(286)	(7'851)	31'207
Total des immobilisations corporelles	723'411	(413'940)	309'471	65'522	-	(675)	(69'807)	304'511

Présentation des valeurs immatérielles

(en milliers de CHF)

			Exercice de référence					
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements	Valeur comptable au 31 décembre 2023
Goodwill	575'380	(341'613)	233'767	8'090	(5'731)		(52'235)	183'891
Total des valeurs immatérielles	575'380	(341'613)	233'767	8'090	(5'731)	-	(52'235)	183'891

Répartition des autres actifs et autres passifs

(en milliers de CHF)

	Autres actifs		Autres passifs	
	2023	2022	2023	2022
Compte de compensation	99'551			57'510
Taxes et impôts indirects	59'226	50'758	24'975	18'439
Opérations bancaires internes	42'289	2'538	13'769	21'943
Actifs et passifs divers	9'950	8'278	24'740	15'232
Total des autres actifs et autres passifs	211'016	61'574	63'484	113'124

Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Valeur comptable des actifs mis en gage ou cédés à titre de garantie	6'616'643	1'153'693
Engagements effectifs	6'738'722	1'129'186

Indications des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres de la Banque détenus par ces institutions

Des plans de prévoyance existent pour la majorité des collaborateurs du Groupe UBP. Ces plans appliquent essentiellement le principe de la primauté des cotisations.

En Suisse, la Fondation de prévoyance de l'Union Bancaire Privée, UBP SA et la Fondation complémentaire de l'Union Bancaire Privée, UBP SA établissent leurs plans de prévoyance selon le principe de la primauté des cotisations. Plus de 58,5% des employés du Groupe sont affiliés à ces Fondations.

A l'étranger, il existe d'autres systèmes de prévoyance en faveur du personnel. Ils sont pour l'essentiel orientés vers la primauté des cotisations. Il ne résulte pas de ces différents plans d'autres engagements ou avantages que ceux qui auraient été portés au bilan.

(en milliers de CHF)

	31.12.2023	31.12.2022
Engagements des institutions de prévoyance		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	34'309	74'239

Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Il n'existe pas de réserves de contributions de l'employeur auprès des institutions de prévoyance pour l'exercice de référence ni pour l'exercice précédent.

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance

(en milliers de CHF)

	Excédent / insuffisance de couverture au 31.12.2023	Part économique du Groupe		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour 2023	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		2023	2022			2023	2022
Plans de prévoyance avec excédent	50'535				39'226	39'982	39'890

Les organes considèrent que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assuré(e)s et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2023, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et aux comptes de résultat du Groupe.

Présentation des produits structurés émis

Risque sous-jacent (« underlying risk ») du dérivé incorporé

(en milliers de CHF)

	Valeur comptable			Total	
	Evaluation globale	Evaluation séparée			
	Comptabilisation dans les opérations de négoce	Comptabilisation dans les autres instruments financiers évalués à la juste valeur	Valeur de l'instrument de base	Valeur du dérivé	
Instruments de taux					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)		470'688			470'688
Sans RDP					
Titres de participation					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)		646'666			646'666
Sans RDP					-
Devises					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)					-
Sans RDP					-
Matières premières/métaux précieux					
Avec reconnaissance de dette propre (RDP)					-
Sans RDP					-
Total	-	1'117'354	-	-	1'117'354

Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours

(en milliers de CHF)

	Taux	Emis en	Valeur nominale	Echéance remboursement
Emprunts obligataires émis par l'UBP*	0.20%	2021	335'000	15.12.2026

*Aucun emprunt ne peut être dénoncé avant l'échéance.

Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

(en milliers de CHF)

	Etat au 31 décembre 2022	Utilisations conformes au but	Reclassification	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à charge du compte	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31 décembre 2023
Provisions pour impôts latents								-
Provisions pour engagements de prévoyance	15'853	(2'119)				3'000		16'734
Provisions pour risque de défaillance	5'086							5'086
Provisions pour autres risques d'exploitation	18'088	50	(3'000)	(199)	66			15'005
Provisions pour restructuration	-							-
Autres provisions	-							-
Total des provisions	39'027	(2'069)	(3'000)	(199)	66	3'000	-	36'825
Réserve pour risques bancaires généraux	230'414						(8'900)	221'514
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques-pays	14'461	(1'692)	3'000	(382)	1'595	4'352	-	21'334
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	9'375	(1'692)	3'000	(382)	1'595	4'352		16'248
dont corrections de valeur pour les risques latents	5'086							5'086

Présentation du capital social

(en milliers de CHF)

	2023			2022		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital social						
Capital-actions/Capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000
dont libéré			300'000			300'000
Total du capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000

Nombre et valeur des droits de participation ou des options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de Direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Le Groupe UBP n'octroie pas de droits de participation ou d'options sur de tels droits aux collaborateurs et organes et il n'existe pas de plan de participation en actions.

Indication des participants significatifs

(en milliers de CHF)

	2023		2022		
	Nominal	Taux de participation en %	Nominal	Taux de participation en %	
Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote					
Avec droit de vote	CBI Holding SA Genève	300'000	100 %	300'000	100 %

La famille de Picciotto détient directement et indirectement 98,83% des votes et 95,51% du capital de CBI Holding SA.

Indication des créances et engagements envers les parties liées

Relations d'affaires avec des parties liées

Sont considérées comme liées les personnes (physiques ou morales) qui peuvent, de manière directe ou indirecte, exercer une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du Groupe. Les sociétés contrôlées de manière directe ou indirecte par des parties liées sont, elles aussi, considérées comme liées. A ce titre sont réputées être parties liées les sociétés du Groupe non consolidées, les participants qualifiés, les sociétés liées (sœurs) et les membres des organes.

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des parties liées. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation. Le solde des opérations avec des parties liées au 31 décembre se présente comme suit :

(en milliers de CHF)	Créances		Engagements	
	2023	2022	2023	2022
Participants qualifiés			355'607	351'232
Organes de la Banque	33'111	33'469	244'453	163'305

Les opérations du bilan et hors bilan ont été octroyées à des conditions conformes au marché.

Les organes comprennent les membres du Conseil d'administration ainsi que les membres du Comité Exécutif du Groupe.

Ces avances sont octroyées sur la base d'actifs nantis et évalués selon les critères retenus par le Groupe dans sa politique en matière d'octroi de crédits.

Présentation de la structure des échéances des instruments financiers

(en millions de CHF)

	A vue	Echu						Total
		Dénonçable	D'ici à 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	Après 5 ans	Immobilisé	
Actif/instruments financiers								
Liquidités	1'341							1'341
Créances sur les banques	417		2'032					2'449
Créances résultant d'opérations de financement de titres			200		816			1'016
Créances sur la clientèle	139	1'134	4'629	976	420	84		7'382
Créances hypothécaires			762	212	837	273		2'084
Opérations de négoce	7							7
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1'087							1'087
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	901							901
Immobilisations financières	279	3'332	5'106	2'738	6'057	2'628		20'140
Total								
Exercice 2023	4'171	4'466	12'729	3'926	8'130	2'985	-	36'407
Exercice 2022	5'207	5'211	14'247	2'707	6'551	4'026		37'949
Fonds étrangers/instruments financiers								
Engagements envers les banques	307		1'536	126				1'969
Engagements résultant d'opérations de financement de titres			4'751	280	311			5'342
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	8'549		13'608	1'783				23'940
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'441							1'441
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'117							1'117
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage					335			335
Total								
Exercice 2023	11'414	-	19'895	2'189	646	-	-	34'144
Exercice 2022	18'325	-	15'614	1'407	335	-	-	35'681

Présentation des actifs et passifs répartis entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile

(en millions de CHF)

	2023		2022	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Actifs				
Liquidités	1'286	55	1'498	56
Créances sur les banques	1'143	1'306	2'380	1'096
Créances résultant d'opérations de financement de titres	200	816	1'500	278
Créances sur la clientèle	455	6'927	584	7'806
Créances hypothécaires	297	1'787	260	2'091
Opérations de négoce		7	159	33
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	41	1'046	134	1'241
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	15	886	21	1'297
Immobilisations financières	5'713	14'427	5'066	12'447
Comptes de régularisation	50	236	34	172
Participations non consolidées	3		3	1
Immobilisations corporelles	294	11	299	10
Valeurs immatérielles	113	71	151	82
Autres actifs	67	142	50	12
Total des actifs	9'677	27'717	12'139	26'622

(en millions de CHF)

	2023		2022	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Passifs				
Engagements envers les banques	1'318	651	1'436	554
Engagements résultant d'opérations de financement de titres		5'342		3'631
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'959	21'981	2'377	24'573
Engagements résultant d'opérations de négoce				
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	148	1'293	150	1'263
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	523	594	949	414
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335		335	
Comptes de régularisation	204	293	185	172
Autres passifs		62	13	100
Provisions	36	1	38	1
Réserves pour risques bancaires généraux	222		230	
Capital social	300		300	
Réserve issue du capital	867		867	
Réserve issue du bénéfice	1'041		963	
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres				
Bénéfice	224		210	
Total des passifs	7'177	30'217	8'053	30'708

Répartition du total des actifs par pays ou par groupe de pays (principe du domicile)

(en millions de CHF)

	2023		2022	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Actifs				
Europe	20'942	55,9	22'818	58,9
Amérique du Nord	6'003	16,1	5'924	15,3
Centres offshore Caraïbes	2'879	7,7	2'880	7,4
Amérique latine	314	0,8	393	1,0
Afrique	248	0,7	253	0,7
Asie	6'418	17,2	6'220	16,0
Australie/Océanie	592	1,6	273	0,7
Total des actifs	37'396	100,0	38'761	100,0

Cette répartition des actifs par groupes de pays est effectuée en fonction du domicile des clients et non en fonction du domicile du risque. Les actifs compris dans cette annexe et figurant sous les pays hors OCDE sont, pour la plupart, couverts par des avoirs déposés auprès de notre Banque.

Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

(en millions de CHF)

Notation selon les tables de correspondance de la FINMA	Expositions nettes à l'étranger 2023		Expositions nettes à l'étranger 2022	
	En CHF	Part en %	En CHF	Part en %
De AAA à AA-	22'646	89,6	21'176	87,1
De A+ à A-	1'035	4,1	1'105	4,5
De BBB+ à BBB-	320	1,3	384	1,6
De BB+ à BB-	59	0,2	79	0,3
De B+ à B-	133	0,5	163	0,7
Inférieur à B-	88	0,3	70	0,3
Sans notation	1'003	4,0	1'350	5,5
Total	25'284	100,0	24'327	100,0

La Banque utilise les notations externes fournies par S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des actifs et passifs répartis selon les monnaies les plus importantes de la Banque

(en millions de CHF)

	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Bilan par monnaie					
Actifs					
Liquidités	1'283	40	1	17	1'341
Créances sur les banques	1'093	630	605	121	2'449
Créances résultant d'opérations de financement de titres	200	228	588		1'016
Créances sur la clientèle	1'662	2'050	2'174	1'496	7'382
Créances hypothécaires	277	779	23	1'005	2'084
Opérations de négoce			5	2	7
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	191	111	327	458	1'087
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	17	126	702	56	901
Immobilisations financières	5'020	3'107	7'254	4'759	20'140
Comptes de régularisation	33	88	119	47	287
Participations non consolidées	2			1	3
Immobilisations corporelles	295	1	1	8	305
Valeurs immatérielles	184				184
Autres actifs	(48)	67	217	(27)	209
Total des actifs bilantaires	10'209	7'227	12'016	7'943	37'395
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises					
	6'001	5'505	24'245	10'091	45'842
Total actifs	16'210	12'732	36'261	18'034	83'237

(en millions de CHF)

	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Bilan par monnaie					
Passifs					
Engagements envers les banques	229	579	900	261	1'969
Engagements résultant d'opérations de financement de titres		984	4'010	348	5'342
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'627	3'857	13'756	4'700	23'940
Engagements résultant d'opérations de négoce					-
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	58	74	1'168	141	1'441
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1	144	972		1'117
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335				335
Comptes de régularisation	281	52	103	61	497
Autres passifs	(45)	15	3	89	62
Provisions	34		2	1	37
Réserves pour risques bancaires généraux	222				222
Capital social	300				300
Réserve issue du capital	867				867
Réserve issue du bénéfice	672	12	360	(2)	1'042
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres					-
Bénéfice	227			(3)	224
Total des passifs bilantaires	4'808	5'717	21'274	5'596	37'395
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	11'412	7'010	14'990	12'430	45'842
Total passifs	16'220	12'727	36'264	18'026	83'237
Position nette par devise	(10)	5	(3)	8	-

Répartition des créances et engagements conditionnels

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Engagements conditionnels		
Garanties de prestation de garantie et similaires	449'674	609'441
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	12'942	12'338
Total des engagements conditionnels	462'616	621'779

Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscales

Total des créances éventuelles	-	-
---------------------------------------	----------	----------

La rubrique « Engagements conditionnels » recouvre les garanties émises pour le compte de la clientèle. Tout comme les crédits lombards, ces engagements sont couverts par des nantisements d'avoirs des clients.

La Commercial Court of Justice de Londres a notifié une action civile à l'encontre de la Banque, et de 31 autres parties. Le principal défendeur, décédé en 2022, est un ancien organe de l'institution de sécurité sociale du Koweït (PIFSS) auquel il est reproché la perception, dans le cadre de ses fonctions auprès de la PIFSS, de commissions non autorisées. La PIFSS réclame aux défendeurs UBP une somme d'USD 69,6 millions, intérêts non compris, correspondant aux montants prétendument indûment versés à un apporteur d'affaires. Le procès se tiendra dès le mois de mars 2025 pour une période estimée de 30 semaines. La Banque conteste toujours vigoureusement le bien-fondé des reproches qui lui sont faits et considère le risque lié à cette procédure comme très faible et ne nécessitant pas la constitution d'une provision.

Répartition des crédits par engagement

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Engagements résultant de paiements différés	155	1'412
Total	155	1'412

Répartition des opérations fiduciaires

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	990'704	600'483
Total	990'704	600'483

Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

(en millions de CHF)

	2023	2022
Répartition des avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	19'069	18'841
Avoirs sous mandat de gestion	23'979	24'323
Autres avoirs administrés	96'978	97'226
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles)	140'026	140'390
dont prises en compte doubles	8'829	9'601
Présentation de l'évolution des avoirs administrés		
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) initiaux	140'390	160'414
+/- Apports nets d'argent frais/(retraits nets)	1'997	(4'785)
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	(3'246)	(20'946)
+/- Autres effets*	885	5'707
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) finaux	140'026	140'390

Font partie des avoirs administrés tous les avoirs détenus à des fins de placement par des clients privés, des clients institutionnels et des sociétés d'investissement/fonds de placement. Ainsi, seuls les avoirs attribuables aux centres de profits (Wealth Management et Asset Management), dont la rentabilité peut être mesurée, sont retenus. Les avoirs sous simple garde et destinés uniquement à des fins de transactions/d'administration en sont exclus. Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle sont constitués des avoirs acquis de nouveaux clients ou de clients existants ainsi que des retraits d'avoirs de clients existants ou ayant rompu leur relation avec la Banque. Leur valeur est déterminée au jour du transfert (liquidités et/ou valeurs mobilières). En sont exclus les mouvements dus au marché, aux changements de cours ainsi que les revenus y afférents (intérêts/dividendes), de même que la perception des frais et intérêts sur prêts.

*Représente l'acquisition d'Angel Japan Asset Management Limited pour l'exercice 2023 et l'acquisition de Danske Bank International (Luxembourg) pour l'exercice 2022.

Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Répartition selon les secteurs d'activité		
Activités de négoce pour propre compte	40'720	53'618
Exécution pour le compte de la clientèle	66'471	67'496
Total du résultat de négoce	107'191	121'114
Répartition par type d'activité et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des:		
Instruments de taux	13'845	13'851
Titres de participation (y. c. les fonds)	7'800	18'408
Devises - Matières premières - Métaux précieux	85'546	88'855
Total du résultat de négoce	107'191	121'114
dont provenant de l'option de la juste valeur	10'473	12'357
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	122'872	(503'601)
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les engagements	(112'399)	515'958

Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique « Produits des intérêts et des escomptes » ainsi que des intérêts négatifs significatifs

Les charges de refinancement des portefeuilles de négoce sont débitées, au taux du marché, du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur.

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Refinancement		
Charges de refinancement des portefeuilles de négoce et de l'option de la juste valeur	-	(6'680)
Intérêts négatifs		
Intérêts négatifs sur placements	-	(10'908)
Intérêts négatifs sur engagements	-	10'246

Répartition des charges de personnel

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Appointements	511'784	517'090
dont charges en relation avec les rémunérations variables	153'135	160'971
Prestations sociales	69'013	70'232
Autres charges de personnel	25'693	22'801
Total	606'490	610'123

Répartition des autres charges d'exploitation

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Coût des locaux	31'381	31'947
Coût de l'informatique des machines, du mobilier, etc.	67'981	66'458
Honoraires des sociétés d'audit	4'040	3'817
dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	3'120	3'074
dont pour d'autres prestations de services	920	743
Autres charges d'exploitation	122'951	114'280
Total	226'353	216'502

Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation

(en milliers de CHF)

	2023		2022	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Résultat des opérations d'intérêts	(23'976)	425'161	114'175	205'948
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	480'513	229'339	497'687	267'187
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	72'911	34'280	87'161	33'953
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	132	1'583	2'237	89
Autres résultats ordinaires	5'528	1'434	4'591	309
Total des produits	535'108	691'797	705'851	507'486
Charges de personnel	(390'831)	(215'659)	(387'497)	(222'626)
Autres charges d'exploitation	(157'785)	(68'568)	(148'441)	(68'061)
Total des charges d'exploitation	(548'616)	(284'227)	(535'938)	(290'687)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(98'045)	(23'996)	(112'808)	(23'192)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(1'639)	(1'188)	(8'273)	(1'200)
Résultat opérationnel	(113'192)	382'386	48'832	192'407

Présentation des impôts courants et latents avec indication du taux d'imposition

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Constitution d'Impôts différés à recevoir	(4'745)	
Dissolution de provision pour impôts différés		
Charges pour impôts courants	59'724	45'074
Total des impôts	54'979	45'074
Taux d'imposition moyen pondéré sur la base du résultat avant impôts	20,42%	18,68%

L'impact de l'utilisation de pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 0,9 million (2022: CHF 0,0).

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

A l'Assemblée générale de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, Genève

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Union Bancaire Privée, UBP SA et de ses filiales (le groupe), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2023, le compte de résultat consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés ci-joints (pages 6 à 45) donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du groupe au 31 décembre 2023 ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux règles d'établissement des comptes applicables aux banques et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés» de notre rapport. Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Éléments clés de l'audit

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants lors de notre audit des comptes consolidés de la période sous revue. Ces éléments ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion d'audit distincte sur ces éléments. Nous décrivons ci-dessous, pour chaque élément clé, les réponses que nous avons apportées lors de l'audit.

Nous avons respecté les responsabilités décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés» du présent rapport, y compris les responsabilités liées aux éléments clés. Notre audit comprend la mise en œuvre de procédures définies en fonction de notre évaluation du risque d'anomalies significatives dans les comptes consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures réalisées afin de répondre aux éléments décrits ci-dessous, constituent la base pour fonder notre opinion d'audit sur les comptes consolidés.

Evaluation de la juste valeur des instruments financiers

Risque

La juste valeur est définie comme le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les participants du marché à la date d'évaluation. Les justes valeurs peuvent être basées sur des prix cotés sur des marchés actifs, sur un modèle de valorisation dont les variables significatives peuvent être observées directement ou indirectement sur le marché, ou sur un modèle d'évaluation où les variables importantes ne peuvent être observées sur le marché.

Les évaluations basées sur des modèles sont influencées dans une large mesure par les hypothèses appliquées, y compris les taux d'intérêt, les taux à terme, les courbes de taux, la volatilité et les estimations des flux de trésorerie futurs. La détermination de ces hypothèses nécessite l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan consolidé au 31 décembre 2023, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un total d'actifs financiers à la juste valeur de CHF 2.0 milliards, incluant CHF 1.1 milliard en instruments financiers dérivés, et des passifs financiers à la juste valeur de CHF 2.6 milliards, incluant CHF 1.4 milliard en instruments financiers dérivés. Compte tenu de l'exercice de jugement inhérent à la détermination de ces hypothèses et l'importance de ces postes du bilan dans les comptes consolidés de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, leur évaluation est un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA sont expliqués aux pages 15 et 16 et les informations complémentaires concernant les instruments financiers sont présentés aux pages 22 et 23 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit

Nos procédures d'audit ont inclus une évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés pertinents pour le calcul des justes valeurs. Il s'agit notamment des contrôles des données sous-jacentes, du calcul de la juste valeur et de la mise à jour automatique dans le système, ainsi que de l'analyse des valeurs en dehors des limites de tolérance.

En utilisant des comparaisons avec des sources tierces, nous avons testé les justes valeurs qui étaient directement disponibles sur un marché actif. En outre, sur la base d'un échantillon, nous avons testé indépendamment les justes valeurs d'instruments financiers qui n'étaient pas directement disponibles sur un marché actif. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

Comptabilisation et évaluation du goodwill

Risque

L'Union Bancaire Privée, UBP SA comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle les actifs nets de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Si la valeur d'acquisition dépasse la valeur des actifs nets acquis, un goodwill est comptabilisé.

Le goodwill est amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée et il est soumis à un test annuel de dépréciation. La valeur recouvrable déterminée dans le cadre du test de dépréciation est influencée dans une large mesure les hypothèses utilisées, dont la détermination implique l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan consolidé au 31 décembre 2023, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un goodwill d'un montant total de CHF 183.9 millions. En raison de l'importance du

jugement inhérent à l'évaluation du goodwill, il s'agit d'un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués sont expliqués par Union Bancaire Privée, UBP SA à la page 15 et les informations complémentaires concernant le goodwill sont présentées à la page 27 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons examiné le modèle d'évaluation utilisé pour le test de dépréciation du goodwill ainsi que les hypothèses importantes, en particulier l'estimation des flux monétaires futurs générés par les entreprises acquises. Nous avons évalué ces hypothèses sur la base de la performance passée et des conditions actuelles du marché. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant la comptabilisation et l'évaluation du goodwill.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés, des comptes annuels et de nos rapports correspondants.

Notre opinion d'audit sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés, lesquels donnent une image fidèle conformément aux règles d'établissement des comptes applicables aux banques et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre son exploitation et d'établir les comptes consolidés sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de liquider le groupe ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes consolidés est disponible sur le site Internet d'EXPERTSuisse: <http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Genève, le 21 mars 2024

Ernst & Young SA



Raphaël Thürler
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Patrick Mettraux
Expert-réviseur agréé

Comptes annuels de la Banque 2023

Bilan au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Actifs		
Liquidités	1'318'921	1'524'173
Créances sur les banques	2'953'634	3'655'109
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1'016'373	1'777'545
Créances sur la clientèle	6'724'751	7'723'987
Créances hypothécaires	1'865'964	2'092'857
Opérations de négoce	5'093	190'969
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	1'086'773	1'374'449
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	900'965	1'318'047
Immobilisations financières	19'482'051	17'010'015
Comptes de régularisation	288'284	162'273
Participations	202'330	194'823
Immobilisations corporelles	301'805	306'333
Valeurs immatérielles	105'343	151'359
Autres actifs	199'751	50'806
Total des actifs	36'452'038	37'532'745
Total des créances subordonnées	5'600	4'705

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Passifs		
Engagements envers les banques	2'688'251	3'100'618
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	5'341'561	3'630'585
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	23'048'238	25'407'043
Engagements résultant d'opérations de négoce	-	25
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1'441'838	1'412'852
Engagements résultant des autres instruments financiers évalués à la juste valeur	1'117'354	1'362'784
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	335'000	335'000
Comptes de régularisation	457'080	312'260
Autres passifs	81'398	118'173
Provisions	35'739	37'941
Total des fonds étrangers	34'546'459	35'717'281
Réserves pour risques bancaires généraux	117'599	117'599
Capital social	300'000	300'000
Réserve légale issue du capital	728'336	728'336
dont réserve issue d'apport en capital exonéré fiscalement	560'000	560'000
Réserve légale issue du bénéfice	65'850	65'850
Réserves facultatives issues du bénéfice	1'500	1'500
Bénéfice (perte) reporté(e)	470'179	402'990
Bénéfice	222'115	199'189
Total des fonds propres	1'905'579	1'815'464
Total des passifs	36'452'038	37'532'745
Total des engagements subordonnés*	275'373	275'373

*Relatif à une facilité mise à disposition par une entité du Groupe prise en compte en qualité d'AT1 dans le calcul des fonds propres réglementaires.

Opérations hors bilan au 31 décembre

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Engagements conditionnels	436'286	587'461
Engagements irrévocables	524'940	666'269
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	610'555	718'966
Crédits par engagement (paiements différés)	155	1'412

Compte de résultat individuel de l'exercice

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Résultat des opérations d'intérêts		
Produits des intérêts et des escomptes	1'238'082	470'924
Produits des intérêts et dividendes des immobilisations financières	323'472	141'449
Charges d'intérêts	(1'218'569)	(324'622)
Résultat brut des opérations d'intérêts	342'985	287'751
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(817)	(5'000)
Résultat net des opérations d'intérêts	342'168	282'751
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		
Produits des commissions sur les titres et des opérations de placement	599'107	643'206
Produits des commissions sur opérations de crédit	2'930	3'239
Produits des commissions sur les autres prestations de services	1'928	3'832
Charges de commissions	(37'623)	(39'351)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	566'342	610'926
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	96'855	109'894
Autres résultats ordinaires		
Résultats des aliénations d'immobilisations financières	1'715	2'243
Produits des participations	49'575	49'348
Résultats des immeubles	807	763
Autres produits ordinaires	69'515	33'682
Autres charges ordinaires	(6'412)	(5'270)
Autres résultats ordinaires	115'200	80'766
Total des produits	1'120'565	1'084'337

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Charges d'exploitation		
Charges de personnel	(536'440)	(538'379)
Autres charges d'exploitation	(200'346)	(189'853)
Charges d'exploitation	(736'786)	(728'232)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	(110'971)	(125'573)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(2'670)	(9'359)
Résultat opérationnel	270'138	221'173
Produits extraordinaires	-	27'812
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	-	(15'039)
Impôts	(48'023)	(34'757)
Bénéfice (perte) net(te) individuel(le)	222'115	199'189
Proposition du Conseil d'administration		
Répartition du bénéfice		
Bénéfice de l'exercice	222'115	199'189
Bénéfice (perte) reporté(e)	470'179	402'990
Bénéfice au bilan	692'294	602'179
La répartition suivante est proposée à l'Assemblée générale		
Répartition du bénéfice		
- Distributions au moyen du bénéfice au bilan	132'000	132'000
Bénéfice reporté	560'294	470'179

Présentation de l'état des capitaux propres

(en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserves facultatives issues du bénéfice et bénéfice/perte reporté(e)	Propres parts du capital (poste négatif)	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2022	300'000	728'336	65'850	117'599	404'490	-	199'189	1'815'464
Affectation du résultat de l'exercice précédent					67'189		(67'189)	-
Autres dotations/ (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux								-
Dividendes et autres distributions							(132'000)	(132'000)
Bénéfice/Perte (résultat de la période)							222'115	222'115
Capitaux propres au 31.12.2023	300'000	728'336	65'850	117'599	471'679	-	222'115	1'905'579

Annexe aux comptes annuels de la Banque

Principes comptables et principes d'évaluation

Les comptes individuels sont établis de façon qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée, soit un bouclage individuel statutaire avec présentation fiable. Les principes comptables et d'évaluation des comptes individuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA correspondent en règle générale à ceux du Groupe tels que détaillés à l'annexe aux comptes annuels consolidés, à l'exception du principe comptable et d'évaluation suivant.

Participations

Les participations comprennent les titres de participation, y compris les sociétés immobilières détenues dans le dessein d'un placement permanent. L'évaluation se fait à la valeur d'acquisition, ajustée des amortissements et provisions économiquement nécessaires. Les principes valables pour le Groupe en matière d'instruments financiers dérivés, de gestion des risques et de traitement des risques de marché sont également applicables à l'Union Bancaire Privée, UBP SA.

Organe de révision

L'organe de révision des comptes individuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA est Ernst & Young SA depuis 1990, Raphaël Thürler agissant en qualité de Réviseur responsable depuis 2019.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} janvier 2024 pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2023.

Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension*	1'016'373	1'777'545
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension*	5'341'561	3'630'585
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opérations de mise en pension	5'375'396	3'489'568
dont ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	5'375'396	3'489'568
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que des titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	1'075'835	1'802'391
dont titres remis à un tiers en garantie	80'594	
dont titres aliénés		

*Avant prise en compte d'éventuels contrats de netting

Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

(en milliers de CHF)

	Nature des couvertures			Total
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture*	
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle		6'724'846	17'824	6'742'670
Créances hypothécaires	1'865'964			1'865'964
Immeubles d'habitation	1'315'476			1'315'476
Immeubles commerciaux	550'488			550'488
Immeubles, artisanat et industrie				-
Autres				-
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2023	1'865'964	6'724'846	17'824	8'608'634
Exercice 2022	2'092'857	7'622'436	110'926	9'826'219
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
Exercice 2023	1'865'964	6'706'927	17'824	8'590'715
Exercice 2022	2'092'857	7'613'061	110'926	9'816'844
Hors bilan				
Engagements conditionnels		436'286		436'286
Engagements irrévocables		524'940		524'940
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		610'555		610'555
Crédit par engagement (paiements différés)		155		155
Total hors bilan				
Exercice 2023	-	1'571'936	-	1'571'936
Exercice 2022	-	1'974'108	-	1'974'108
Créances compromises				
	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeur individuels
Exercice 2023	17'919		17'919	17'919
Exercice 2022	9'375		9'375	9'375

*Les créances sur la clientèle sans couverture comprennent un montant de CHF 0 million (2022: CHF 80 millions) de prêts accordés à des collectivités de droit public suisse (Ville, Canton).

Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Actifs		
Opérations de négoce	5'093	190'969
Titres de dette, papiers/opérations du marché monétaire		31'917
dont cotés		31'917
Titres de participation	5'093	159'052
Métaux précieux et matières premières		
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	900'965	1'318'047
Titres de participation	481'507	899'718
Titres de dette	419'458	418'329
Produits structurés		
Total des actifs	906'058	1'509'016
dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation		
dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités		
Engagements		
Opérations de négoce		
Titres de participation*		25
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur		
Produits structurés (certificats)	1'117'354	1'362'784
Total des engagements	1'117'354	1'362'809

*Pour les positions courtes (comptabilisation selon le principe de la date de conclusion)

Présentation des instruments financiers dérivés (actifs et passifs)

(en milliers de CHF)

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Instruments de taux						
Swaps	14'628	13'878	504'990	521'074	732'603	34'853'499
Futures		178	124'365			
Options (OTC)	2	747	186			
Options (traded)	1'902	4'153	2'459			
Devises/Métaux précieux						
Contrats à terme	230'389	172'366	30'184'397	116	116	7'981
Swaps combinés d'intérêts et de devises				246'566	446'843	15'782'855
Futures			47'811			
Options (OTC)	53'298	52'814	9'606'186			
Titres de participation/Indices						
Swaps						
Futures	2'634	2'062	550'411			
Options (traded)	16'165	16'078	8'393'683			
Autres						
Futures			16'656			
Options (OTC)						

Total avant prise en compte des contrats de netting						
Exercice 2023	319'018	262'276	49'431'144	767'756	1'179'562	50'644'335
Exercice 2022	365'759	496'306	45'319'615	1'008'691	916'545	33'765'741

Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
--	--

Total après prise en compte des contrats de netting						
Exercice 2023			959'743			1'294'930
Exercice 2022			1'286'480			1'301'440

Répartition selon les contreparties

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
	Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)		
Exercice 2023	268'715	341'272	349'756
Exercice 2022	269'478	524'257	492'745

Répartition des immobilisations financières

(en milliers de CHF)	Valeur comptable		Juste valeur	
	2023	2022	2023	2022
Titres de créances	18'433'912	16'045'251	18'422'759	15'588'936
dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	18'433'912	16'045'251	18'422'759	15'588'936
dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la vente)				
Titres de participation	109'688	74'879	111'174	79'996
dont participations qualifiées*				
Métaux précieux	938'451	889'885	938'451	889'885
Immeubles				
Total	19'482'051	17'010'015	19'472'384	16'558'817
dont titres cotés admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	6'769'001	3'163'212		

*En cas de détention de 10% au moins du capital ou des voix.

Répartition des contreparties selon la notation*

Titres de créances (en milliers de CHF)	Valeur comptable
De AAA à AA-	14'253'724
De A+ à A-	739'949
De BBB+ à BBB-	65'622
De BB+ à B-	23'664
Inférieur à B-	-
Sans notation	3'350'953
Total	18'433'912

*La Banque utilise les classes de notations de S&P, Moody's et Fitch.

Présentation des valeurs immatérielles

(en milliers de CHF)

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31 décembre 2022	Exercice de référence				Valeur comptable au 31 décembre 2023
				Investissements	Désinvestissements	Ecart de change	Amortissements	
Goodwill	449'387	(298'028)	151'359		(3'951)		(42'065)	105'343
Total des valeurs immatérielles	449'387	(298'028)	151'359	-	(3'951)	-	(42'065)	105'343

Répartition des autres actifs et autres passifs

(en milliers de CHF)

	Autres actifs		Autres passifs	
	2023	2022	2023	2022
Compte de compensation	99'547			57'454
Taxes et impôts indirects	50'183	42'267	15'500	10'368
Opérations bancaires internes	42'190	2'453	12'083	21'935
Actifs et passifs divers	7'831	6'086	53'815	28'416
Total des autres actifs et autres passifs	199'751	50'806	81'398	118'173

Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Valeur comptable des actifs mis en gage ou cédés à titre de garantie	6'477'335	1'094'941
Engagements effectifs	6'599'414	1'070'434

Indications des engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle ainsi que du nombre et du type des instruments de capitaux propres de la Banque détenus par ces institutions

Des plans de prévoyance existent pour la majorité des collaborateurs du Groupe UBP. Ces plans appliquent essentiellement le principe de la primauté des cotisations.

En Suisse, la Fondation de prévoyance de l'Union Bancaire Privée, UBP SA et la Fondation complémentaire de l'Union Bancaire Privée, UBP SA établissent leurs plans de prévoyance selon le principe de la primauté des cotisations. Plus de 67,5% des employés de la Banque sont affiliés à ces Fondations.

A l'étranger, il existe d'autres systèmes de prévoyance en faveur du personnel. Ils sont pour l'essentiel orientés vers la primauté des cotisations. Il ne résulte pas de ces différents plans d'autres engagements ou avantages que ceux qui auraient été portés au bilan.

(en milliers de CHF)

	31.12.2023	31.12.2022
Engagements des institutions de prévoyance		
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	34'309	74'239

Indications relatives à la situation économique des propres institutions de prévoyance

Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Il n'existe pas de réserves de contributions de l'employeur auprès des institutions de prévoyance pour l'exercice de référence.

Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance

(en milliers de CHF)

Excédent/ insuffisance de couverture 31.12.2023	Part économique de la Banque		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour 2023	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
	2023	2022			2023	2022
Plans de prévoyance avec excédent	50'535			35'047	35'804	35'559

Les organes considèrent que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assuré(e)s et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour le Groupe. Au 31 décembre 2023, il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et aux comptes de résultat du Groupe.

Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

(en milliers de CHF)

	Etat au 31 décembre 2022	Utilisations conformes au but	Reclassification	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat au 31 décembre 2023
Provisions pour impôts latents	-							-
Provisions pour engagements de prévoyance	15'853	(2'119)				3'000		16'734
Provisions pour risque de défaillance	4'000							4'000
Provisions pour autres risques d'exploitation	18'088	50	(3'000)	(199)	66			15'005
Provision pour restructuration	-							-
Autres provisions	-							-
Total des provisions	37'941	(2'069)	(3'000)	(199)	66	3'000	-	35'739
Réserve pour risques bancaires généraux	117'599							117'599
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques-pays	18'375	(1'692)	3'000	(382)	1'595	4'352	-	25'248
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	14'375	(1'692)	3'000	(382)	1'595	4'352		21'248
dont corrections de valeur pour les risques latents	4'000							4'000

Présentation du capital social

(en milliers de CHF)

	2023			2022		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital social						
Capital-actions/Capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000
dont libéré			300'000			300'000
Total du capital social	300'000	30'000	300'000	300'000	30'000	300'000

Nombre et valeur des droits de participation ou des options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de Direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Le Groupe UBP n'octroie pas de droits de participation ou d'options sur de tels droits aux collaborateurs et organes et il n'existe pas de plan de participation en actions.

Indication des participants significatifs

(en milliers de CHF)

	2023		2022		
	Nominal	Taux de participation	Nominal	Taux de participation	
Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote					
Avec droit de vote	CBI Holding SA Genève	300'000	100 %	300'000	100 %

La famille de Picciotto détient directement et indirectement 98,83% des votes et 95,51% du capital de CBI Holding SA.

Indication des créances et engagements envers les parties liées

Relations d'affaires avec des parties liées

Sont considérées comme liées les personnes (physiques ou morales) qui peuvent, de manière directe ou indirecte, exercer une influence notable sur les décisions financières ou opérationnelles du Groupe. Les sociétés contrôlées de manière directe ou indirecte par des parties liées sont, elles aussi, considérées comme liées. A ce titre sont réputées être parties liées les sociétés du Groupe non consolidées, les participants qualifiés, les sociétés liées (sœurs) et les membres des organes.

Dans le cadre des activités normales, le Groupe est amené à effectuer des transactions avec des parties liées. Celles-ci comprennent notamment des avances, des dépôts et des transactions sur instruments financiers (opérations sur devises, sur titres, etc.). Toutes les transactions se font aux conditions qui prévalent sur le marché lors de leur initiation. Le solde des opérations avec des parties liées au 31 décembre se présente comme suit :

(en milliers de CHF)	Créances		Engagements	
	2023	2022	2023	2022
Participants qualifiés			355'607	351'232
Sociétés du Groupe	739'131	534'269	1'257'074	1'654'520
Organes de la Banque	33'111	33'469	244'453	163'305

Les opérations du bilan et hors bilan ont été octroyées à des conditions conformes au marché.

Les organes comprennent les membres du Conseil d'administration ainsi que les membres du Comité Exécutif de la Banque.

Ces avances sont octroyées sur la base d'actifs nantis et évalués selon les critères retenus par la Banque dans sa politique en matière d'octroi de crédits.

Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

(en millions de CHF)

Notation selon les tables de correspondance de la FINMA	Expositions nettes à l'étranger 2023		Expositions nettes à l'étranger 2022	
	En CHF	Part en %	En CHF	Part en %
De AAA à AA-	21'050	89,1	20'216	87,1
De A+ à A-	987	4,2	1'031	4,4
De BBB+ à BBB-	298	1,3	341	1,5
De BB+ à BB-	58	0,2	78	0,3
De B+ à B-	137	0,6	167	0,7
Inférieur à B-	83	0,4	70	0,3
Sans notation	995	4,2	1'331	5,7
Total	23'608	100,0	23'234	100,0

La Banque utilise les notations externes fournies par S&P, Moody's et Fitch.

Répartition des créances et engagements conditionnels

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Engagements conditionnels		
Garanties de prestation de garantie et similaires	423'344	575'123
Engagements irrévocables résultant d'acréditifs documentaires	12'942	12'338
Total des engagements conditionnels	436'286	587'461

Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscales

Total des créances éventuelles	-	-
---------------------------------------	----------	----------

La rubrique « Engagements conditionnels » recouvre les garanties émises pour le compte de la clientèle. Tout comme les crédits lombards, ces engagements sont couverts par des nantissements d'avoirs des clients.

La Commercial Court of Justice de Londres a notifié une action civile à l'encontre de la Banque, et de 31 autres parties. Le principal défendeur, décédé en 2022, est un ancien organe de l'institution de sécurité sociale du Koweït (PIFSS) auquel il est reproché la perception, dans le cadre de ses fonctions auprès de la PIFSS, de commissions non autorisées. La PIFSS réclame aux défendeurs UBP une somme d'USD 69,6 millions, intérêts non compris, correspondant aux montants prétendument indûment versés à un apporteur d'affaires. Le procès se tiendra dès le mois de mars 2025 pour une période estimée de 30 semaines. La Banque conteste toujours vigoureusement le bien-fondé des reproches qui lui sont faits et considère le risque lié à cette procédure comme très faible et ne nécessitant pas la constitution d'une provision.

Répartition des crédits par engagement

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Engagements résultant de paiements différés	155	1'412
Total	155	1'412

Répartition des opérations fiduciaires

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Placements fiduciaires auprès de banques tierces	990'704	600'483
Total	990'704	600'483

Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution

(en millions de CHF)

	2023	2022
Répartition d'avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placements collectifs sous gestion propre	11'826	12'330
Avoirs sous mandat de gestion	14'850	15'057
Autres avoirs administrés	85'874	85'603
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles)	112'550	112'990
dont prises en compte doubles	8'390	9'318
Présentation de l'évolution des avoirs administrés		
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) initiaux	112'990	130'369
+/- Apports nets d'argent frais/(retraits nets)	2'170	(736)
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	(2'610)	(16'643)
+/- Autres effets		
Total des avoirs administrés (y. c. prises en compte doubles) finaux	112'550	112'990

Font partie des avoirs administrés tous les avoirs détenus à des fins de placement par des clients privés, des clients institutionnels et des sociétés d'investissement/fonds de placement. Ainsi, seuls les avoirs attribuables aux centres de profits (Wealth Management et Asset Management), dont la rentabilité peut être mesurée, sont retenus. Les avoirs sous simple garde et destinés uniquement à des fins de transactions/administration en sont exclus. Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle sont constitués des avoirs acquis de nouveaux clients ou de clients existants ainsi que des retraits d'avoirs de clients existants ou ayant rompu leur relation avec la Banque. Leur valeur est déterminée au jour du transfert (liquidités et/ou valeurs mobilières). En sont exclus les mouvements dus au marché, aux changements de cours ainsi que les revenus y afférents (intérêts/dividendes), de même que la perception des frais et intérêts sur prêts.

Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Répartition selon les secteurs d'activité		
Activités de négoce pour propre compte	40'758	53'676
Exécution pour le compte de la clientèle	56'097	56'218
Total du résultat de négoce	96'855	109'894
Répartition par type d'activité et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur		
Résultat de négoce provenant des:		
Instruments de taux	13'844	13'851
Titres de participation (y. c. les fonds)	7'838	18'466
Devises - Matières premières - Métaux précieux	75'173	77'577
Total du résultat de négoce	96'855	109'894
dont provenant de l'option de la juste valeur	10'473	12'357
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les actifs	122'872	(503'601)
dont provenant de l'option de la juste valeur sur les engagements	(112'399)	515'958

Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique « Produits des intérêts et des escomptes » ainsi que des intérêts négatifs significatifs et de l'option de la juste valeur

Les charges de refinancement des portefeuilles de négoce sont débitées, au taux du marché, du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur.

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Refinancement		
Charges de refinancement du portefeuille de négoce et de l'option de la juste valeur	-	(6'680)
Intérêts négatifs		
Intérêts négatifs sur placements	-	(11'355)
Intérêts négatifs sur engagements	-	7'684

Répartition des charges de personnel

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Appointements	453'696	457'534
dont charges en relation avec les rémunérations variables	138'941	145'940
Prestations sociales	60'008	60'763
Autres charges de personnel	22'736	20'082
Total	536'440	538'379

Répartition des autres charges d'exploitation

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Coût des locaux	26'656	27'331
Coût de l'informatique des machines, du mobilier, etc.	67'075	65'191
Honoraires des sociétés d'audit	2'742	2'819
dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	2'365	2'347
dont pour d'autres prestations de services	377	472
Autres charges d'exploitation	103'873	94'512
Total	200'346	189'853

Présentation des impôts courants et latents avec indication du taux d'imposition

(en milliers de CHF)

	2023	2022
Constitution d'Impôts différés à recevoir	(4'745)	
Dissolution de provision pour impôts différés		
Charges pour impôts courants	52'768	34'757
Total des impôts	48'023	34'757
Taux d'imposition moyen pondéré sur la base du résultat avant impôts	17,78%	15,71%

L'impact de l'utilisation de pertes reportées non utilisées antérieurement, sur le montant total des impôts de l'exercice courant, s'élève à CHF 0,9 million (2022: CHF 0,0).

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION SUR LES COMPTES ANNUELS DE LA BANQUE

A l'Assemblée générale de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, Genève

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA (la société), comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de résultat et le tableau des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels ci-joints (pages 14 à 19 et 50 à 71) sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» de notre rapport. Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Éléments clés de l'audit

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants lors de notre audit des comptes annuels de la période sous revue. Ces éléments ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion d'audit distincte sur ces éléments. Nous décrivons ci-dessous, pour chaque élément clé, les réponses que nous avons apportées lors de l'audit.

Nous avons respecté les responsabilités décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport, y compris les responsabilités liées aux éléments clés. Notre audit comprend

la mise en œuvre de procédures définies en fonction de notre évaluation du risque d'anomalies significatives dans les comptes annuels. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures réalisées afin de répondre aux éléments décrits ci-dessous, constituent la base pour fonder notre opinion d'audit sur les comptes annuels.

Evaluation de la juste valeur des instruments financiers

Risque

La juste valeur est définie comme le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les participants du marché à la date d'évaluation. Les justes valeurs peuvent être basées sur des prix cotés sur des marchés actifs, sur un modèle de valorisation dont les variables significatives peuvent être observées directement ou indirectement sur le marché, ou sur un modèle d'évaluation où les variables importantes ne peuvent être observées sur le marché.

Les évaluations basées sur des modèles sont influencées dans une large mesure par les hypothèses appliquées, y compris les taux d'intérêt, les taux à terme, les courbes de taux, la volatilité et les estimations des flux de trésorerie futurs. La détermination de ces hypothèses nécessite l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan au 31 décembre 2023, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un total d'actifs financiers à la juste valeur de CHF 2.0 milliards, incluant CHF 1.1 milliard en instruments financiers dérivés, et des passifs financiers à la juste valeur de CHF 2.6 milliards, incluant CHF 1.4 milliard en instruments financiers dérivés. Compte tenu de l'exercice de jugement inhérent à la détermination de ces hypothèses et l'importance de ces postes du bilan dans les comptes annuels de l'Union Bancaire Privée, UBP SA, leur évaluation est un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA sont expliqués aux pages 15 et 16 et les informations complémentaires concernant les instruments financiers sont présentés aux pages 58 et 59 de l'annexe aux comptes annuels.

Nos procédures d'audit

Nos procédures d'audit ont inclus une évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés pertinents pour le calcul des justes valeurs. Il s'agit notamment des contrôles des données sous-jacentes, du calcul de la juste valeur et de la mise à jour automatique dans le système, ainsi que de l'analyse des valeurs en dehors des limites de tolérance.

En utilisant des comparaisons avec des sources tierces, nous avons testé les justes valeurs qui étaient directement disponibles sur un marché actif. En outre, sur la base d'un échantillon, nous avons testé indépendamment les justes valeurs d'instruments financiers qui n'étaient pas directement disponibles sur un marché actif. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes annuels.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers.

Comptabilisation et évaluation du goodwill

Risque

L'Union Bancaire Privée, UBP SA comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, selon laquelle les actifs nets de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Si la valeur d'acquisition dépasse la valeur des actifs nets acquis, un goodwill est comptabilisé.

Le goodwill est amorti de façon linéaire sur la durée d'utilisation estimée et il est soumis à un test annuel de dépréciation. La valeur recouvrable déterminée dans le cadre du test de dépréciation est influencée dans une large mesure les hypothèses utilisées, dont la détermination implique l'exercice d'un jugement important.

Dans son bilan au 31 décembre 2023, l'Union Bancaire Privée, UBP SA fait état d'un goodwill d'un montant total de CHF 105.3 millions. En raison de l'importance du jugement inhérent à l'évaluation du goodwill, il s'agit d'un domaine particulièrement important du point de vue de l'audit. En conséquence, nous avons identifié ce point comme un élément clé de l'audit.

Les principes comptables correspondants appliqués sont expliqués par l'Union Bancaire Privée, UBP SA à la page 15 et

les informations complémentaires concernant le goodwill sont présentées à la page 61 de l'annexe aux comptes annuels.

Nos procédures d'audit

Dans le cadre de notre audit, nous avons examiné le modèle d'évaluation utilisé pour le test de dépréciation du goodwill ainsi que les hypothèses importantes, en particulier l'estimation des flux monétaires futurs générés par les entreprises acquises. Nous avons évalué ces hypothèses sur la base de la performance passée et des conditions actuelles du marché. Enfin, nous avons évalué le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et l'adéquation des informations fournies dans l'annexe aux comptes annuels.

Nos procédures d'audit n'ont pas conduit à des réserves concernant la comptabilisation et l'évaluation du goodwill.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés, des comptes annuels et de nos rapports correspondants.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux règles d'établissement des comptes applicables aux banques, aux dispositions légales

et aux statuts. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre son exploitation et d'établir comptes annuels sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le conseil d'administration a l'intention de liquider la société ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes annuels est disponible sur le site Internet d'EXPERTSuisse: <http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts, et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 21 mars 2024

Ernst & Young SA



Raphaël Thürler
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Patrick Mettraux
Expert-réviseur agréé

Copyright

© 2024 Union Bancaire Privée, UBP SA

Imprimé en Suisse sur du papier 100% recyclé et neutre en carbone – Mars 2024

www.ubp.com



UNION BANCAIRE PRIVÉE